



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU VENDREDI 12 DÉCEMBRE 2025**

CM2025/12/12/12-2 : CONVENTION DE TRANSFERT DE CHARGE RELATIVE À L'EXERCICE DE LA MISSION 1°) DE LA COMPÉTENCE GEMAPI SUR LE BASSIN AMONT, PÉRIMÈTRE DE L'EPTB SEINE GRANDS LACS

DATE DE LA CONVOCATION : 5 décembre 2025

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Geoffroy BOULARD

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1111-8, L.5211-61 et L.5219-1,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-7, les articles L.215-1 à L.215-18,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013/3357 relatif aux digues fluviales anti-crue en rives droite et gauche de la Marne et de la Seine dont le département du Val-de-Marne est propriétaire et gestionnaire,

Vu la délibération CM2017/12/08/13 relative à la compétence GeMAPI,

Vu la délibération CM2019/12/04/11 approuvant la convention entre la Métropole et le département du Val-de-Marne relative à l'exercice partagé des missions de la compétence GeMAPI (en application de loi dite « FESNEAU » n° 2017-1838 du 30 décembre 2017),

Vu la délibération CM2022/07/01/21 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à la poursuite des missions relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire du Val-de-Marne,

Vu la délibération CM2024/12/16/19 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention relative à la poursuite des missions relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire du Val-de-Marne,

Vu la délibération 2024-25/CS de Seine Grands Lacs relative au rapport d'orientation budgétaire,

Vu la délibération 2024-47/CS de Seine Grands Lacs concernant la révision statutaire relative aux contributions financières et à la représentation des membres du syndicat Seine Grands Lacs au sein de son organe délibérant,

Vu la délibération CM2024/12/16/20-2 de la Métropole relative à l'approbation des conventions entre la Métropole et le département de Seine-Saint-Denis, concernant les modalités de transfert de l'exercice relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire de Seine Grands Lacs,

Vu la convention relative à la poursuite des missions relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire du Val-de-Marne,

Vu l'avenant n°1 à la convention relative à la poursuite des missions relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire du Val-de-Marne,

Vu l'avenant n°2 à la convention relative à la poursuite des missions relevant de la Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GeMAPI) sur le territoire du Val-de-Marne,

Vu le projet de convention de transfert de charges ci-annexé,

Considérant la compétence de la Métropole en matière de GeMAPI,

Considérant l'exercice historique, par le département du Val-de-Marne, de missions de la compétence GeMAPI et particulièrement celles relevant de l'item 1°) de l'article L.211-7 du code de l'environnement,

Considérant la convention dite « FESNEAU » signée entre la Métropole et le département du Val-de-Marne le 30 décembre 2019 et notamment son article 2,

Considérant les avenants n°1 et n°2 à cette même convention, en date respectivement du 13 septembre 2022 et du 30 décembre 2024,

Considérant l'intérêt à mener une politique cohérente de gestion du risque d'inondation et de la gestion des milieux aquatiques et la nécessaire affirmation de la Métropole comme un acteur au rôle intégrateur et accélérateur de cette politique,

Considérant l'intérêt à mener des actions à l'amont du périmètre métropolitain afin de renforcer les actions de prévention des inondations,

Considérant l'engagement historique du département du Val-de-Marne au sein de l'Institut interdépartemental des barrages réservoirs du Bassin de la Seine (IIBRBS) devenu Syndicat mixte Seine Grands Lacs,

Considérant que sur le bassin amont de la Seine et spécifiquement pour la gestion des quatre lacs réservoirs ainsi que la réalisation de l'opération la Bassée la mission 1°) est exercée par Seine Grands Lacs dans le cadre de l'adhésion historique du département du Val-de-Marne,

Considérant la volonté du président du département du Val-de-Marne à ne pas poursuivre l'exercice de la compétence GeMAPI sur le bassin amont,

Considérant la révision statutaire du Syndicat mixte Seine Grands Lacs du 14 novembre 2024 qui a procédé à l'ajustement en ce sens des cotisations et des représentations de la Métropole et du département du Val-de-Marne pour une prise d'effet à compter du 1^{er} janvier 2025,

Considérant l'évaluation des charges transférées qui a conduit au montant de 346 000 €, de manière identique à l'évaluation menée pour le département de Seine-Saint-Denis,

La commission « Biodiversité et Nature en ville » consultée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE la convention de transfert de charge relative à l'exercice de la mission 1°) de la compétence GeMAPI sur le bassin amont, périmètre de Seine Grands Lacs.

FIXE à 346 000 € (trois cent quarante-six mille euros) le montant annuel des charges transférées par le département à la Métropole et autorise l'émission d'un titre de recette de 692 000 € (six cent quatre-vingt-douze mille euros) pour l'année 2026 incluant la cotisation départementale 2025 qui a été répercutée sur la Métropole depuis la prise d'effet au 1^{er} janvier 2025 de la révision statutaire du Syndicat Mixte Seine Grands Lacs.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer la convention et les actes y afférents.

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.